

# MONTHLY ACTION POINTS

## ON WOMEN, PEACE AND SECURITY

### SECURITY COUNCIL: FEBRUARY 2010

NGO | WORKING GROUP  
ON WOMEN, PEACE  
AND SECURITY

#### PRESIDENCE DU CONSEIL DE SECURITE PENDANT LE MOIS DE FEVRIER: FRANCE

**FEMMES, PAIX ET SECURITE : SOUTIEN DE LA FRANCE AU SEIN DU CONSEIL DE SECURITE:** Les priorités annoncées par la France en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité comprennent le soutien aux Droits de l'Homme, la responsabilité de protéger, et le combat contre l'impunité, notamment grâce à la Cour Pénale Internationale. Dans ses déclarations, la France a insisté pour utiliser tous les instruments à la disposition du Conseil, tel que l'Aide Mémoire relatif à la protection des civils, afin de s'assurer que les préoccupations et les droits des Femmes soient systématiquement pris en compte dans les processus de prise de décisions ainsi que dans les activités de mise en œuvre au niveau national.

Les engagements internationaux de la France dans ce domaine comprennent le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (ratifié le 9 Juin 2000), la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (ratifiée le 14 Décembre 1983, protocole facultatif ratifié le 9 Juin 2000).

#### ACTIONS RECOMMANDEES AU CONSEIL DE SECURITE SUR LE THEME FEMMES, PAIX, ET SECURITE

##### *Femmes, paix et sécurité*

Certaines demandes du Conseil de Sécurité sur le thème femmes, paix et sécurité risquent d'apparaître à l'ordre du jour pour le mois de Février. Avec la nomination attendue d'un représentant spécial du Secrétaire-General (RSSG), conformément à la Résolution 1888 (paragraphe 4), le Conseil de Sécurité et les états membres devraient s'assurer du soutien pour le poste et le personnel du RSSG ; de la mise en place de l'équipe d'experts ; et du soutien envers les propositions visant à renforcer la réponse de l'ONU à la violence sexuelle lors de conflits (Résolution 1888, paragraphes 8 et 26).

##### *République Centrafricaine/Tchad (MINURCAT)*

Le rapport à venir sur la situation humanitaire au Tchad et le rapport de mission sur la République centrafricaine devraient fournir une analyse des problèmes persistants auxquels fait face la mission MINURCAT en grand manque de ressources. La protection des femmes est un problème clé de sécurité pour la mission, et le niveau de violence sexuelle demeure élevé. Les rapports devraient préciser quelles actions doivent être prises pour la protection des femmes et leur démarginalisation par le droit.

##### *Darfour*

Le prochain rapport relatif à la mission hybride des Nations Unies au Darfour, UNAMID, devrait donner suite à certaines demandes exceptionnelles émanant du Conseil, et à certaines demandes d'informations contenues dans des rapports précédents. Le prochain rapport devrait en particulier donner des détails sur les modalités et l'étendue de la consultation de femmes et des organisations de femmes dans le processus de consultation de la société civile exigé dans le rapport le plus récent du Secrétaire-Général (S/2009/592) et recommandé dans la résolution 1881 (paragraphe 8). Conformément au paragraphe 14 de la résolution 1881 du Conseil, le rapport devrait formuler une stratégie détaillée au sujet de la violence sexuelle. Le rapport devrait continuer à mettre en avant les progrès concrets et les défis auxquels font toujours face l'Unité d'enquête spéciale sur les crimes liés au genre ; la réouverture du centre pour les femmes à Abu Shouk ; et le résultat de la mission de veille des droits de l'Homme.

##### *Guinée*

Le Conseil de Sécurité a reçu le rapport de la Commission d'Enquête relatif aux violences du 28 Septembre 2009. Une action pour la Guinée doit envisager la responsabilité des auteurs de crimes contraires au droit humanitaire international, et la protection des témoins de ces crimes et des défenseurs des droits de l'Homme. De plus, les acteurs clés en Guinée ont signé un accord de partage du pouvoir. Les femmes doivent être incluses dans les discussions, et leurs préoccupations et leurs droits pris en compte dans tout autre accord.

##### *Irak*

Le rapport précédent de l'UNAMI, la mission de l'ONU en Irak, ne faisait qu'une brève mention des femmes. Le prochain rapport devrait fournir des informations au sujet des défis auxquels font face les femmes dans le processus électoral, autant en tant que candidates qu'électrices ; au sujet des progrès effectués pour la meilleure participation des femmes dans le processus de paix et dans les efforts de réconciliation nationale. Doivent également être mentionnés l'étendue de la violence basée sur le genre en Irak ainsi que les besoins de protection des femmes irakiennes, les efforts faits par l'ONU afin de fournir un soutien technique et son expertise au gouvernement irakien et aux organisations de la société civile relativement à la protection des femmes victimes de violence (y compris de violence sexuelle), et enfin les progrès effectués par l'ONU dans son soutien au ministère des affaires relatives aux femmes, au ministère des affaires étrangères et aux organisations de la société civile impliquées dans le processus de développement d'une « stratégie nationale pour l'avancement des femmes irakiennes », ainsi que les progrès effectués pour améliorer l'accès des femmes irakiennes à la justice.

##### *Liberia (UNMIL)*

Dans le prochain rapport de la mission des Nations Unies au Liberia, l'UNMIL devrait fournir des informations sur les progrès effectués par la mission dans le domaine de sensibilisation et de développement des compétences de son personnel, du

gouvernement du Liberia et de la société civile au sujet des questions de genre, de la violence sexuelle ainsi que de l'exploitation sexuelle et des abus. Le rapport devrait également aborder le statut actuel des droits de l'Homme au Liberia, notamment la faiblesse des institutions relatives à l'état de droit, l'insécurité économique, et l'accès limité aux services sociaux, ce qui continue de poser de sérieux problèmes et défis pour la protection efficace des droits de l'Homme. Enfin, le rapport devrait aborder les progrès et les défis relatifs à la formation professionnelle relative au genre de l'unité libérienne de police nationale spécialisée dans le genre, ainsi que du soutien adéquat en termes de logistique et d'équipement pour cette unité.

### ***Timor Oriental***

- Le rapport à venir de la mission de l'ONU au Timor Oriental, UNMIT, devrait détailler les actions prises conformément aux résolutions 1325 et 1820, en incluant les aspects relatifs à la meilleure formation des PNTL (police) dans le domaine des droits et des intérêts des femmes, ainsi que les progrès effectués dans le domaine de l'intégration des problématiques de genre. Au vu des concertations à venir au sujet du renouvellement du mandat de l'UNMIT, les points d'entrée du Conseil sur le thème femmes, paix et sécurité devraient être les suivants :
- L'établissement d'un programme détaillé et à long terme visant à mettre fin à l'impunité, comprenant un tribunal pénal international ayant compétence sur tous les crimes commis au Timor Oriental entre 1975 et 1999 ; la consolidation des capacités au Timor et en Indonésie pour reformer les systèmes de justice et établir des stratégies complètes afin de mettre fin à l'impunité pour les crimes hors du champ de compétence du tribunal pénal international. Ces mesures juridiques devraient inclure des réparations adéquates et efficaces pour les victimes.
- Le renforcement des réponses du secteur de sécurité aux droits et intérêts des femmes, notamment à travers des efforts de désarmement plus efficaces ; le soutien aux efforts du gouvernement afin de développer une politique et une stratégie nationales relatives à l'égalité des sexes ; et l'augmentation du nombre de femmes au sein de la police nationale et de l'UNMIT.
- La considération des recommandations contenues dans l'évaluation indépendante et détaillée des besoins du système de justice du Timor Oriental (13 Octobre 2009), notamment celles relatives à la formation pour tout le personnel de justice dans le domaine de la violence sexuelle, ainsi que les recommandations relatives aux infrastructures spécialisées pour les examens médico-légaux et les preuves.

### **NGOWG ON WOMEN, PEACE AND SECURITY RESOURCES**

- Amnesty International, Timor-Leste: *Failure to prosecute indicted militia leader reinforces urgent need for an international tribunal*, September 2009, <http://www.amnesty.org/en/library/info/ASA57/002/2009/en>
- Amnesty International, Timor-Leste: *'We cry for justice': Impunity persists 10 years on in Timor-Leste*, August 2009 <http://www.amnesty.org/en/library/info/ASA57/001/2009/en>
- GAPW, "Security Sector Reform and Peacekeeping, Liberia", 12 March 2009, <http://www.globalactionpw.org/wp/wp-content/uploads/security-sector-pdf.pdf>
- Iraq (UNAMI) Middle East/Lebanon - Living in Limbo: Iraqi Young Women and Men in Jordan – Women's Refugee Commission - December 2009 [http://www.womensrefugeecommission.org/images/stories/Jordan\\_youth\\_FINAL\\_01\\_2010.pdf](http://www.womensrefugeecommission.org/images/stories/Jordan_youth_FINAL_01_2010.pdf)
- Liberia (UNMIL) Dreams Deferred: Educational and Skills-building Needs and Opportunities for Youth in Liberia – Women's Refugee Commission - September 2009 [http://www.womensrefugeecommission.org/docs/liberia\\_youth\\_report\\_2009\\_final.pdf](http://www.womensrefugeecommission.org/docs/liberia_youth_report_2009_final.pdf)
- Sudan (UNAMID) Too Little for Too Few: Meeting the needs of youth in Darfur – Women's Refugee Commission - December 2008 [http://www.womensrefugeecommission.org/docs/df\\_youth.pdf](http://www.womensrefugeecommission.org/docs/df_youth.pdf)
- Human Rights Watch, General: <http://www.hrw.org/en/news/2009/06/22/letter-un-security-council-regarding-debate-protection-civilians-armed-conflict>
- Human Rights Watch, Sudan: <http://www.hrw.org/en/reports/2009/10/06/way-forward-0>
- Human Rights Watch, CAR: [http://www.hrw.org/sites/default/files/related\\_material/car1208web.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/car1208web.pdf)
- Human Rights Watch, Chad: <http://www.hrw.org/node/83873>
- Human Rights Watch, Liberia: <http://www.hrw.org/node/87158>
- Human Rights Watch, Lebanon: <http://www.hrw.org/en/news/2009/05/07/lebanon-year-later-no-accountability-killings>
- <http://www.hrw.org/en/news/2007/07/29/lebanon-qana-killings-one-year>
- Human Rights Watch, Guinea: <http://www.hrw.org/en/reports/2009/12/16/bloody-monday-0>